



FICHE 25 Structure de la formation et des emplois liés à la mer sur la façade

Messages clés:

- Il existe une grande variété de professions maritimes. La filière compte plus de 900 métiers différents (matelotage, poissonnerie, aquaculture, génie maritime, soudure de marine, expert maritime, pilote maritime, lamaneur, réparateur de conteneur...) se pratiquant aussi bien en mer qu'à terre.
- La France dispose d'un réseau scolaire spécialisé dans l'enseignement maritime, partout sur le territoire.
- 12 lycées professionnels maritimes, qui accueillent 1848 élèves¹ pour un budget total de 4,2 millions d'euros, dont 2 en Méditerranée, à Sète et Bastia.
- 1 école nationale supérieure maritime (ENSM), constituée de 4 sites (Le Havre, Marseille, Nantes, Saint-Malo) qui accueillent 1285 étudiants à la rentrée 2023².
- 1 école nationale de sécurité et d'administration de la mer (ENSAM), située au Havre.
- De nombreux autres établissements offrent des enseignements et des diplômes ayant trait au milieu marin, dont
 - des lycées agricoles (formations aux cultures marines)
 - Des établissements d'enseignement supérieur (école de commerce, écoles d'ingénieur)
 - Des universités (biologie marine, océanographie...)
- En Méditerranée, la formation aux métiers de la mer est assurée par des structures publiques et des structures privées. On décompte près de 3000 formations rattachées aux métiers de mer dispensées en Méditerranée, dont plus de 508 d'entre elles ont directement un caractère maritime³.
- La façade Méditerranée comptabilise près de 214 000 emplois dans les activités de la mer, répartis au sein des 71 144 établissements employeurs. On y décompte près de 24 000 emplois dans les activités considérées comme le « cœur » de l'économie maritime (pêche, construction navale, transport maritime, etc.). À titre de comparaison, la région Bretagne compte 70 348 emplois répartis au sein de 7 446 établissements⁴.

Définition des « métiers de la mer »

Le « périmètre Mer » considéré comporte 39 activités (activités issues de la Nomenclature des activités françaises de l'Insee), dont 19 « cœur » de l'économie maritime considérées comme « 100 % maritimes ». Le « périmètre Mer » (cœur Mer + activités périphériques) inclut par exemple les activités de Défense, les activités récréatives et de loisirs et les activités fluviales, qui ne sont pas « 100 % maritimes ». Sont exclues les activités de l'hôtellerie-restauration et les activités des études et recherche. Ce périmètre conduit à retenir 111 métiers, dont 15 « cœur Mer ».

Ces périmètres sont issus des travaux menés dans le cadre de l'Observatoire des métiers de la mer de Méditerranée. Il est possible de se référer au « Panorama statistique de l'emploi et de la formation aux métiers de la mer de la façade Méditerranée » paru en décembre 2022, [téléchargeable sur le site internet de la DIRM](#).

1 Secrétariat d'État chargé de la mer, Les formations professionnelles font leur rentrée, septembre 2023

2 Idem

3 Selon une première observation de l'observatoire des métiers de la mer de Méditerranée. Une cartographie exhaustive des formations est en cours de production.

4 Observatoire de l'économie maritime en Bretagne n°2 (source Insee Flores 2017); périmètre presque identique au périmètre « cœur Mer » de Méditerranée.

1. L'enseignement maritime au niveau national

La formation maritime s'entend ici au sens large, à la fois pour les formations maritimes spécialisées qui mènent aux métiers de marins de la marine marchande, de la pêche, de l'aquaculture, de la plaisance et de la mécanique marine, qui sont des professions réglementées; et pour les formations qui mènent à des métiers en lien avec la mer et le littoral, qu'ils soient dans l'industrie, les sports et loisirs nautiques, la gestion des espaces naturels, l'aménagement du territoire ou la recherche. La formation maritime est étroitement associée avec de nombreux autres domaines que sont l'emploi, la reprise d'activité, les reconversions.

Ces formations diffèrent suivant le niveau de responsabilité visé et les fonctions exercées sur un navire. Elles sont dispensées par un réseau d'établissements publics et d'organismes privés de formation. L'État assure l'élaboration, la mise à jour des référentiels, la définition de nouvelles formations et les conditions de délivrance des certifications professionnelles. Il délivre le cas échéant les agréments pour dispenser ces formations dans le respect de la convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW) de l'Organisation maritime internationale. Il est le garant de la délivrance de titres maritimes permettant aux marins d'exercer leur métier, y compris à l'international.

L'accès à la profession réglementée de marin est soumis à des conditions de qualification, c'est-à-dire à la détention des titres de formation professionnelle maritime correspondant au niveau de responsabilité et aux fonctions exercées à bord. Les titres de formation professionnelle maritime comprennent les brevets et les certificats d'aptitude.

La formation professionnelle maritime est spécifique aux métiers de navigant, car elle prend en compte deux conventions internationales majeures :

- au commerce et à la plaisance professionnelle : la convention internationale de 1978 (STCW);
- à la pêche : la convention internationale de 1995 sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F).

Plusieurs voies permettent d'obtenir ces titres. Outre les formations spécifiques, la formation initiale (FI) et la formation continue modulaire (FC) permettent d'obtenir des qualifications professionnelles maritimes identiques mais selon des parcours et des durées différentes.

Par ailleurs, il existe également un dispositif de validation des acquis de l'expérience maritime (VAE maritime) permettant d'obtenir les brevets en totalité ou partiellement. Mise en œuvre depuis 2004 puis étendue et adaptée par arrêtés en 2008 et en 2016, la VAE maritime permet d'obtenir soit un titre de formation professionnelle maritime (brevet ou certificat d'aptitude) soit un ou plusieurs module(s) constitutif(s) de la formation menant à la délivrance du titre.

Sur la période 2017 – 2021, le nombre de demandes a fortement fluctué. La moyenne de dossiers déposés s'établit à 326. Sur cette période, parmi les dossiers examinés par les jurys, 16,5 % des demandes de VAE ont été validées entièrement, 77,5 % ont eu une validation partielle et 6 % ont fait l'objet d'un refus.

Les formations maritimes se composent en deux grands ensembles :

- les formations modulaires qui permettent de se voir délivrer des diplômes. Ces derniers, associés avec du temps de service en mer, conduisent à la délivrance de brevets avec des prérogatives qui y sont associées (brevet de capitaine 200 par exemple qui permet d'exercer les fonctions de capitaine à bord de navires de commerce ou le brevet de mécanicien 250 kW qui permet l'exercice de fonctions de mécanicien à bord de navire de puissance propulsive inférieure à 250 kW).
- les formations spécifiques, qui ont pour objet d'acquérir les compétences pour exercer des fonctions et tâches spécifiques à bord (fonctions médicales, de sécurité, radio, pour les plus connues).

Les lycées professionnels maritimes (LPM) sont les principaux acteurs de l'enseignement secondaire maritime pour former aux métiers de navigants. Ils forment aux métiers de la pêche, de la navigation de commerce, des cultures marines, de la plaisance et de la mécanique marine, depuis le CAP jusqu'au BTS. La France compte 12 LPM, sous la tutelle du Secrétaire d'État chargé de la mer. La plupart des LPM dispensent également des modules de formation continue.

Le budget de chaque LPM est composé principalement :

- D'une dotation de l'État (programme 205 « affaires maritimes ») relative à la prise en charge des salaires des contractuels enseignants et de vie scolaire, au financement des formations spécifiques prescrites par la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW), au paiement des bourses;

- D'une dotation globale de fonctionnement des régions qui permet en premier lieu, d'assurer le fonctionnement courant de l'établissement. Par ailleurs, la Région est le principal financeur des projets d'investissement entendus au sens large (construction, rénovation, entretien et équipement en simulateur machine ou pont de navigation).

Les BRACPN, BACPN et BACPNV⁵ sont des titres de formation professionnelle maritime adaptés aux voyages à proximité du littoral. Leurs prérogatives, capitaine et matelot, sont limitées en trajet, puissance propulsive et nombre de passagers. Le BRACPN a des prérogatives spécifiques pour les activités de pêche à pied et de récoltes d'algues de rive. Ces titres peuvent être délivrés aux détenteurs de certaines compétences (anciens « petits » titres de formation professionnelle maritime, permis plaisance, certains titres « Jeunesse et Sports », etc.) sous réserve d'aptitude médicale, de certificats SMDSM⁶ et de faire fonction de capitaine ou de matelot.

L'enseignement supérieur maritime est principalement assuré par l'École nationale supérieure maritime (ENSM), établissement public de l'État à caractère scientifique, culturel et professionnel sous la tutelle du ministère en charge de la mer. Ses missions sont définies par le décret n°2010-1129 : « L'École nationale supérieure maritime a pour mission principale de dispenser des formations supérieures scientifiques, techniques et générales, notamment d'officiers de la Marine marchande et d'ingénieurs, dans les domaines des activités maritimes, para-maritimes et portuaires, de la navigation maritime, des transports, de l'industrie, des pêches maritimes et des cultures marines, de l'environnement et du développement durable ». L'ENSM dispose de quatre sites de formation basés au Havre, à Saint-Malo, à Nantes et à Marseille. En 2021, elle a bénéficié d'une subvention pour charges de service public de 18,25 millions d'euros destinée essentiellement au financement de la masse salariale (environ 250 ETP).

En matière d'enseignement supérieur, le nombre d'élèves de l'ENSM est plutôt stable sur la période 2016-2021 :

Sites de l'ENSM	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Le Havre	390	282	289	290	315	353
Marseille	340	371	342	366	412	447
Nantes	194	209	164	158	173	58
Saint-Malo	192	216	214	219	225	182
TOTAL	1116	1078	1009	1033	1125	1040

Tableau 3 : nombre d'élèves de l'ENSM, répartis par site

(source : SdES⁷)

D'autres établissements d'enseignement supérieur (écoles de commerce, écoles d'ingénieur) et universités offrent des enseignements et des diplômes ayant trait au milieu marin mais ne conduisent pas en général à la délivrance de titres de formation professionnelle maritime permettant d'exercer des fonctions à bord d'un navire.

Initié par la ministre de la Mer en 2021, le « Fontenoy du maritime » vise à dynamiser le pavillon français dans une vision post-Covid et post-Brexit. Il prévoit notamment, dans le cadre de la formation, le doublement du nombre d'officiers qui sortent de formation à l'ENSM d'ici 2027.

Un des enjeux sera de développer les liens entre les lycées maritimes et l'ENSM afin de faciliter les passerelles pour permettre à des jeunes issus des bacs professionnels de poursuivre leur cursus de formations vers le niveau supérieur.

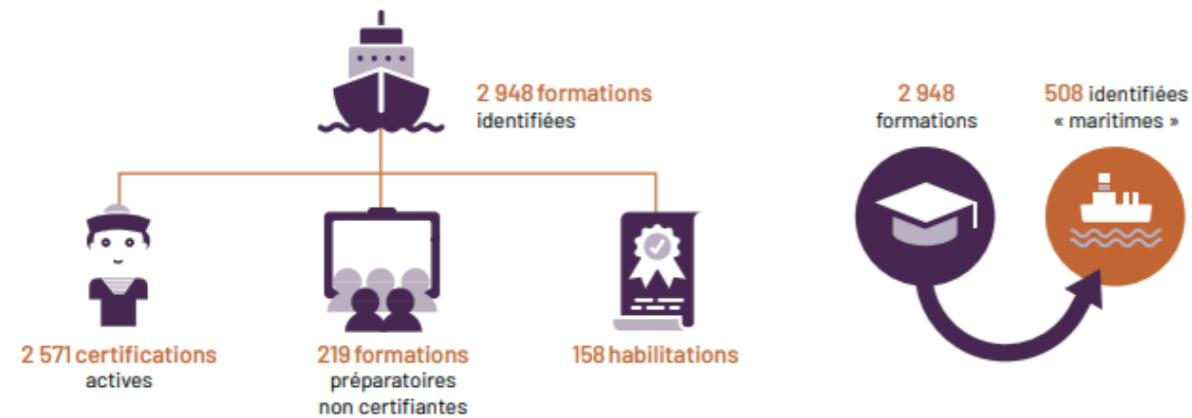
⁵ BRACPN : brevet restreint d'aptitude à la conduite de petits navires; BACPN : brevet d'aptitude à la conduite de petits navires; BACPNV : brevet d'aptitude à la conduite de petits navires à voile.

⁶ Certificats permettant d'exercer des prérogatives en matière de radiocommunications dans le cadre du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM).

2. La formation aux métiers de la mer en Méditerranée

Selon une première observation, 2 948 formations dispensées en Méditerranée sont susceptibles d'être rattachées aux 111 métiers de la mer, 508 d'entre elles ayant directement un caractère maritime.

Nombre de formations pré-identifiées comme associées aux métiers de la mer en 2022



Source : CertifInfo et Bases régionales des formations Carif-Oref, 2022 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

Focus sur la formation maritime

La formation professionnelle maritime est entendue ici comme la formation réglementée et encadrée par le ministère chargé de la mer : ce sont les formations qui permettent d'exercer la profession réglementée de marin professionnel sur des navires armés au commerce, à la plaisance, à la pêche ou aux cultures marines.

328 formations de qualification professionnelle maritime (requis pour exercer la profession réglementée de marin) peuvent être suivies au sein des 32 centres de formation agréés par la Direction interrégionale de la mer (DIRM) et réparties sur toute la façade.

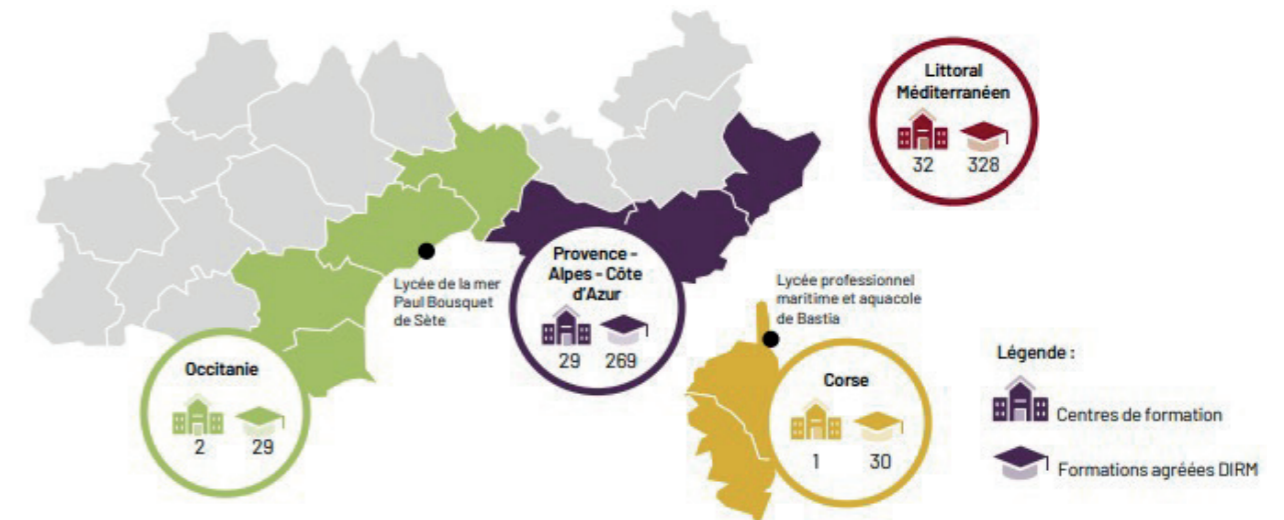
1 Les chiffres clés présentés ici sous-estiment l'importance de l'activité câblière. Les données mobilisées sont issues de la comptabilité nationale qui ventile la pose et la maintenance de câbles sous-marins dans l'activité de transport maritime et dans l'activité de construction de lignes électriques et de télécommunications. Par conséquent, une partie de l'activité câblière est comptabilisée dans le transport maritime.

2 SHOM, Bases de données / Produit « Conduites et câbles sous-marins » – décembre 2018. Sont comptabilisés les câbles présents dans les espaces maritimes sous juridiction française (ZEE et mer territoriale).

3 Flotte de commerce sous pavillon français, DGITM, 2022

4 Flotte de commerce sous pavillon français, DGITM, 2022

Cartographie des organismes de formation maritime et nombre de formations agréées par la DIRM en 2021



Source : DIRM Méditerranée, 2021 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

Sont décomptés dans ces 32 centres de formation maritime :

- Les deux lycées professionnels maritimes de Sète et Bastia (placés sous l'autorité de la DIRM Méditerranée) que compte la façade sur les 12 lycées recensés à l'échelle nationale. Ils accueillent 387 élèves au total à la rentrée 2022. On constate une tendance à la baisse des effectifs dans ces établissements, puisque les lycées accueilleraient 438 élèves en 2016 ;
- Le site de Marseille de l'École nationale supérieure maritime (ENSM) qui assure l'enseignement supérieur et a accueilli 412 étudiants en 2020. On constate une tendance à la hausse des effectifs à l'ENSM, l'établissement accueillant 340 étudiants en 2016.

Année scolaire	Nombre d'élèves inscrits
2016-2017	438
2017-2018	427
2018-2019	412
2019-2020	407
2020-2021	386

Nombre d'élèves inscrits dans les lycées professionnels maritimes de la façade (Bastia et Sète) entre 2016 et 2021. Source : SDES

Année scolaire	Nombre d'élèves inscrits
2016-2017	340
2017-2018	371
2018-2019	342
2019-2020	366
2020-2021	412
2021-2022	447

Nombre d'élèves inscrits à l'École nationale supérieure maritime (ENSM) de Marseille entre 2016 et 2022. Source : SDES

En 2021, la DIRM a délivré plus de 7 200 nouveaux titres maritimes.

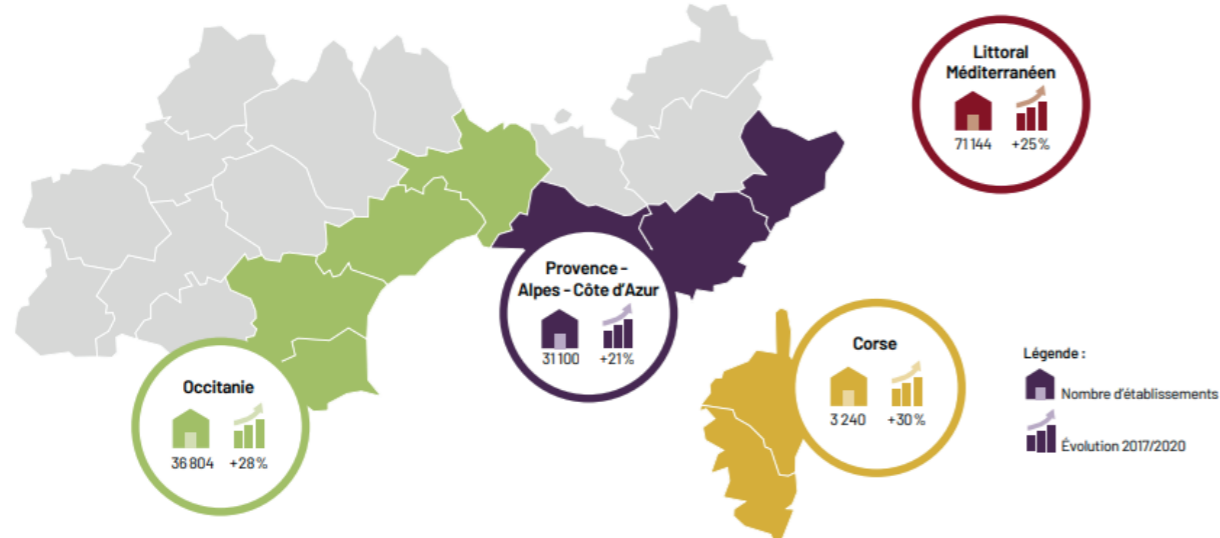
	Nouveaux titres	Revalidations	Total titres délivrés en 2021
Occitanie	1151	492	1643
Corse	692	698	1390
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 374	4 762	10136
Littoral méditerranéen	7 217	5 952	13169

Source : DIRM Méditerranée, 2021 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

3. L'emploi dans les activités de la mer en Méditerranée

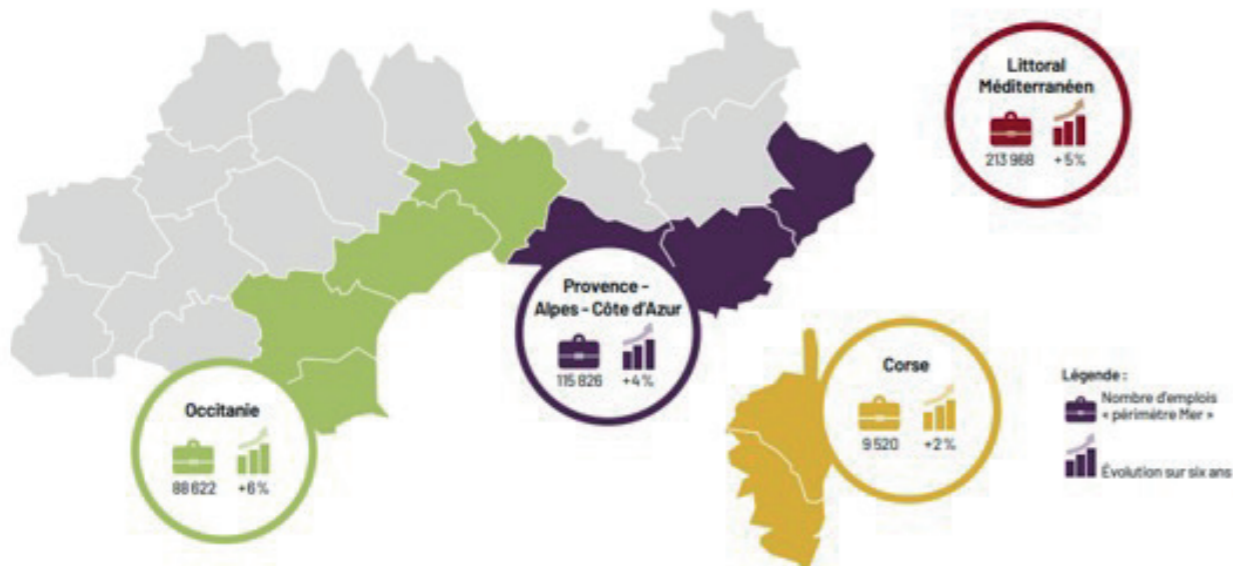
Depuis 2013, l'emploi dans les activités du « périmètre Mer » est en croissance de +5 %, stimulé par les activités dites « périphériques Mer » ; cette tendance est particulièrement visible en Occitanie.

Cartographie illustrant la répartition régionale des établissements employeurs du « périmètre Mer »



Source : INSEE - Répertoire des entreprises et des établissements (NAF 732), 2017 et 2020 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

Nombre d'emplois dans les activités « périmètre Mer » par région et leur évolution en 6 ans

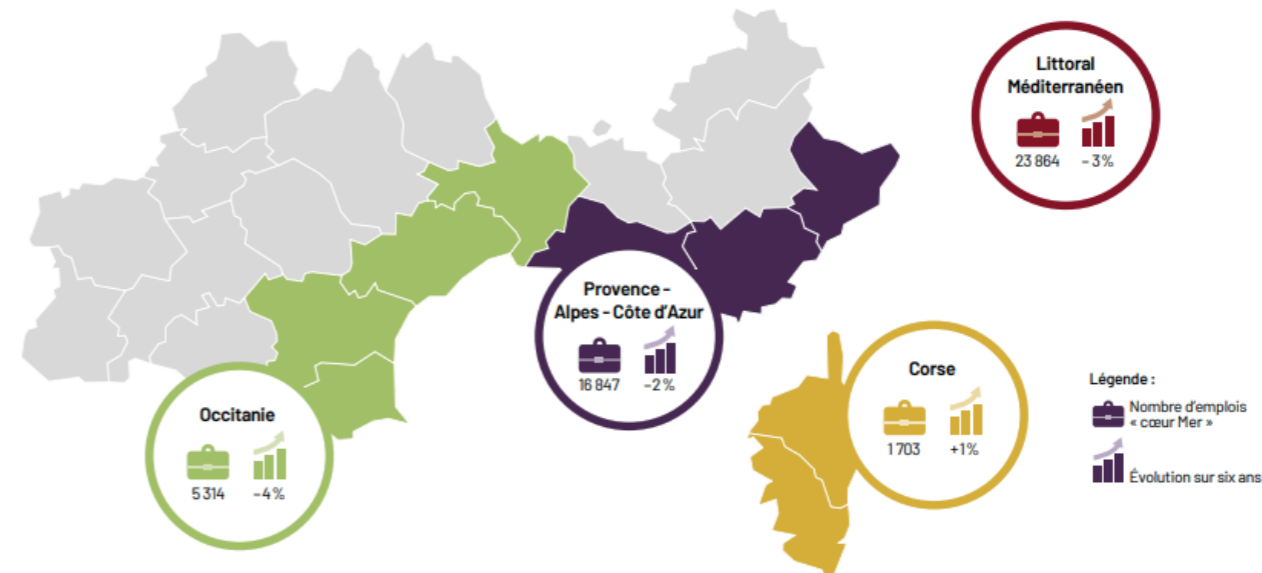


Source : INSEE RP 2017-2021 millésimé 2019 comparé au millésimé 2013 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

Focus sur l'emploi « cœur Mer »

Dans les activités « cœur Mer », les métiers les plus représentés sont ceux de la pêche (patrons pêcheurs et marins pêcheurs), de la marine marchande (matelots) et de dockers. On remarque cependant que les 10 métiers « cœur Mer » diffèrent d'une région à l'autre. Ainsi, pour l'Occitanie, les métiers de la pêche sont prédominants (patrons pêcheurs et commercialisation des produits de la pêche) ; ils représentent près de trois emplois sur dix. La Corse se distingue par une part importante de matelots de la marine marchande. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les métiers « cœur Mer » ne sont pas concentrés sur un ou deux secteurs ; on les retrouve aussi bien dans la marine marchande (matelots et officiers) que dans les activités portuaires (dockers) ou dans les activités d'ingénierie (ingénierie en mécanique travail métaux, ingénierie technique de transport, ingénierie en développement informatique, etc.).

Nombre d'emplois dans les activités « cœur Mer » par région et leur évolution en 6 ans



Source : INSEE RP 2017-2021 millésimé 2019 comparé au millésimé 2013 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

Liste des 10 métiers les plus exercés dans les activités « cœur Mer »

Occitanie	Corse	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Marins-pêcheurs, ouvriers aquaculture	Matelots de la marine marchande salariés	Matelots de la marine marchande salariés
Vendeurs en alimentation	Patrons pêcheurs, de 0 à 9 salariés	Officiers techniques marine marchande
Détaillants alimentation 0 à 9 salariés	Dockers	Ingénieur cadre mécanique travail métaux
Dockers	Mécaniciens qualifiés maintenance indust	Dockers
Matelots de la marine marchande salariés	Employés transports de marchandises	Ingénieurs en mécanique travail métaux
Technico-commerciaux auprès entreprises	Employés transports de marchandises	Ingénieurs cadres techniques transports
Employés administratifs d'entreprises	Adjoints administratifs fonction publique	Mécaniciens qualifiés maintenance indust
Artisans travail métaux hors horlogerie	Officiers techniques marine marchande	Artisans travail métaux hors horlogerie
Manutentionnaires non qualifiés	Agents transports de voyageurs	Employés transports de marchandises
Cadres services administratifs PME	Serveurs bar, brasserie, café restaurant	Ingénieurs développement en informatique

Source: INSEE RP 2017-2021 millésimé 2019 – Traitement Observatoire des métiers de la mer du Conseil maritime de façade Méditerranée.

4. Vision prospective

La façade s'est dotée en 2021 d'un observatoire des métiers de la mer qui permet de mieux connaître les structures actuelles de l'emploi et de la formation aux métiers de la mer en Méditerranée et d'aider à la décision pour adapter la formation aux besoins de l'emploi.

Une cartographie précise des formations disponibles en Méditerranée menant aux 111 métiers de la mer est en cours d'élaboration.

Les travaux portent également sur l'impact de la transition écologique dans les métiers emblématiques de la mer. Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture ainsi que ceux des ports et du transport maritime font actuellement l'objet d'entretiens visant à mesurer les évolutions des métiers. Cette approche qualitative complètera utilement les chiffres de l'emploi.

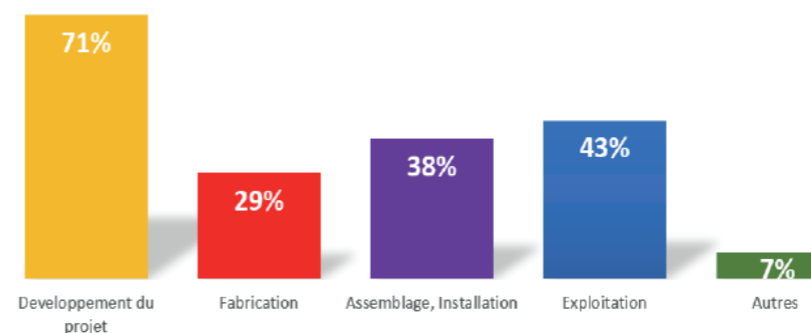
Focus sur la chaîne de valeur de l'éolien offshore flottant

En 2022, on compte plus de 350 emplois directs en Méditerranée liés à la chaîne de valeur de l'éolien offshore flottant, répartis au sein de plus de 200 entreprises situées pour moitié en Occitanie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Plus de 70 % de ces entreprises ont une activité en lien avec la phase de développement de projet.

Plusieurs métiers de la chaîne de valeur sont jugés en tension de recrutement par les employeurs eux-mêmes. Les principaux sont ceux de soudeur, de technicien en maintenance et d'ingénieur environnement.

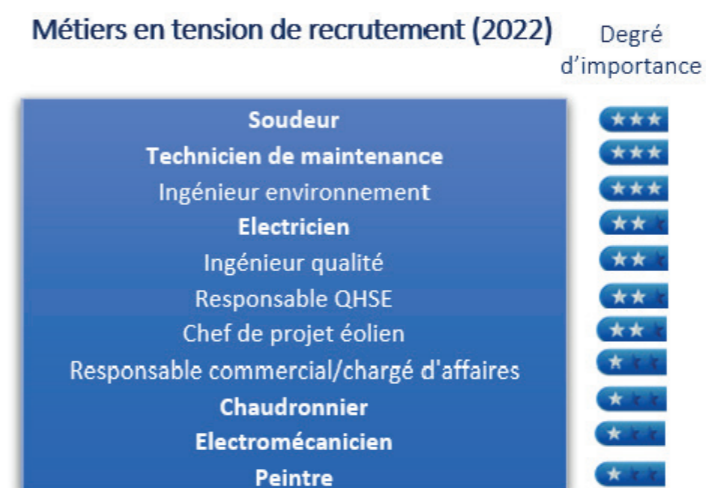
Les nécessaires adaptations des infrastructures portuaires liées à l'éolien offshore ont aussi été identifiées comme un secteur d'embauche à venir.

Répartition des entreprises par activités au sein de la chaîne de valeur de l'éolien offshore flottant en Occitanie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source: Diagnostic gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales de l'éolien offshore flottant en Méditerranée (Pôle Mer Méditerranée, FEE, C. Berault - décembre 2022)

Identification des métiers en tension pour la filière de l'éolien offshore flottant en 2022



Source: Diagnostic gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales de l'éolien offshore flottant en Méditerranée (Pôle Mer Méditerranée, FEE, C. Berault - décembre 2022)

La réalisation comme l'exploitation de ces parcs pourrait également faire l'objet d'une ambition en matière d'emploi et d'insertion au travers de clauses sociales intégrées aux contrats passés et visant à favoriser l'accès à l'emploi de personnes précaires résidant dans les zones territoriales d'implantation des parcs. Ce dispositif a déjà été mobilisé avec de bons résultats pour la réalisation de parcs éoliens ou photovoltaïques terrestres en Région Occitanie et en Nouvelle Aquitaine.

EFFETS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Adaptation des formations

Pour mettre toutes nos chances de notre côté dans la lutte contre les effets du dérèglement climatique, il faudra adapter les formations aux métiers des transitions écologique et énergétique.

